



Mobilisation interprofessionnelle du jeudi 6 février 2014

**Dans tous les établissements
d'enseignement supérieur et de recherche,
la mobilisation s'impose aussi !!!**

**Le 6 février la CGT a pris ses responsabilités en appelant
l'ensemble des salariés des secteurs public et privé
à la grève et aux manifestations
contre la politique d'austérité du gouvernement sur les mots
d'ordre suivants :**
emploi, travail, salaire, protection sociale et retraite

Pour nous, dans l'enseignement supérieur et la recherche publics, cette politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault prend les formes suivantes :

- une **loi sur l'Enseignement supérieur et la Recherche**, portée par la ministre Fioraso, en continuité de la LRU-Pécresse articulée avec l'acte 3 de la décentralisation/régionalisation dont le but est de remettre en cause le caractère public et national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et les statuts de fonctionnaires d'État.
- des **politiques restrictives d'économies budgétaires** qui conduisent à des regroupements/ fusions d'universités qui, comme dans le privé, n'ont qu'un seul objectif : faire baisser le « coût du travail ». Une des premières conséquences en sera les licenciements d'agents non titulaires, le gel d'emplois de fonctionnaires et la dégradation des conditions de travail pour ceux qui restent.
- A l'INRA, au CIRAD, dans les écoles agro vétos... ceci se matérialise par la création d'une **structure bureaucratique, l'IAVF**, dont on ne peut que craindre les conséquences en matière de personnels comme d'autonomie des composantes.
- l'**abandon de la recherche fondamentale** au profit d'une recherche soumise aux intérêts immédiats des entreprises.

Ce ne sont, hélas, que quelques-unes des conséquences de cette politique d'austérité.

De façon plus générale, le gel du point d'indice et l'indigence des promotions soumettent tous les personnels à de graves difficultés dans leur vie et, au travail, à des conditions dégradées.

Par ailleurs, la décision d'augmenter la TVA de 0,4 % constitue une nouvelle attaque contre le pouvoir d'achat des ménages.

Enfin, l'annonce du « pacte de responsabilité » qui décide d'exonérer le patronat du paiement de 35 milliards d'euros de cotisations familiales constitue une attaque contre nos salaires et une brèche considérable dans notre système de protection sociale.

Notre salaire est constitué du salaire perçu et du salaire socialisé ou différé qui alimente les quatre branches de la sécurité sociale pour répondre aux besoins sociaux. C'est ce dernier qui va diminuer avec ce nouveau cadeau aux patrons.

Il s'agit donc d'une diminution de nos salaires, c'est inacceptable !

Dans ce « pacte de responsabilité », la contrepartie suggérée par Hollande serait la création d'un million d'emplois en 5 ans. Or, avant même la mise en place de ce « pacte », le MEDEF se dédouane déjà d'embaucher au prétexte que c'est le carnet de commande qui conditionne les embauches et non les exonérations.

Le 6 février exigeons :

- **l'augmentation des salaires, retraites et pensions,**
- **l'annulation du « pacte »,**
- **le maintien des cotisations patronales pour la branche famille.**

Dans le même temps, les profits des actionnaires continuent. Dans notre secteur professionnel, l'autoritarisme de la hiérarchie est chaque jour plus pressant et plus injuste, la misère envahit le pays et la désespérance fait le terreau d'une extrême droite qui ne cache même plus ses idées racistes et xénophobes.

Pour toutes ces raisons, la CGT-INRA a décidé d'appeler à la grève et à manifestation le 6 février 2014.

La CGT-INRA appelle à la mobilisation de tous les syndiqués pour faire de la préparation de cette journée une occasion d'aller au devant de tous les salariés. Le 6 février ne peut constituer qu'un point de départ de la lutte pour le refus de cette politique nocive envers les salariés, les privés d'emploi et les retraités.

**Aucun syndiqué CGT ne doit manquer dans la rue le 6
février, avec ses collègues, ses amis, sa famille.**

Ras le bol des politiques d'austérité !

C'est le capital qui coûte cher au pays, pas le travail !!

Venez renforcer un syndicat de luttes :



Adhérez à la CGT !